

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022  
D22122022/159

PRESIDENT	Xavier PINTAT
ETAIENT PRESENTS :	Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Membres titulaires :	Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL, Tony TRUJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.
ETAIENT REPRESENTES :	Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS
ETAIENT ABSENTS :	Thierry DESPREZ
ETAIENT ABSENTS EXCUSES :	Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER, Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS
Membres suppléants remplaçant un membre titulaire :	
Membres suppléants	
SECRETAIRE DE SEANCE :	Chantal PARISE

-----

**Objet** : RESSOURCES HUMAINES : OUVERTURE D'UN POSTE DE CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET POUR LE LAEP  
**Rapporteur** : Xavier PINTAT, Président  
**Vote** : UNANIMITE

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire que, conformément à l'article L. 332-8-5° du Code Général de la Fonction Publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, un emploi permanent à temps non complet inférieur à 17h30 peut être occupé par un agent contractuel dans toute collectivité et tout établissement public, sans condition de seuil démographique.

Vu l'article L. 332-8 5° du Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu les besoins du service relatifs à la création d'un emploi d'accueillant remplaçant du L.A.E.P. à temps non complet (*17h30 hebdomadaires maximum*) chargé l'accueil dans les L.A.E.P. ;

Le Président propose au Conseil Communautaire :

- La création au tableau des effectifs d'un emploi permanent d'accueillant remplaçant des Lieux d'Accueil Enfants Parents correspondant au grade d'agent social territorial de la filière médico-sociale de catégorie C, pour un temps non complet de 10 heures mensuel à compter du 01/01/2023 ;

**Il Précise :**

- Qu'en raison de la quotité de temps de travail proposée, le recrutement d'un contractuel est privilégié. Monsieur le Président propose donc l'établissement d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 1 an, renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats successifs ne peut excéder un total de six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée.
- Que la rémunération de l'agent sera calculée au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des agents sociaux territoriaux et assortie du régime indemnitaire dans les conditions prévues par délibération du 29 juin 2017 ;
- Que Monsieur le Président est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement ;
- Que le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.
- que Monsieur le Président est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement ;
- que le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

**DÉCIDE**

- La création au tableau des effectifs d'un emploi permanent d'accueillant remplaçant des Lieux d'Accueil Enfants Parents correspondant au grade d'agent social territorial de la filière médico-sociale de catégorie C, pour un temps non complet de 10 heures mensuel à compter du 01/01/2023 ;

**PRÉCISE :**

- Qu'en raison de la quotité de temps de travail proposée, le recrutement d'un contractuel est privilégié. Monsieur le Président propose donc l'établissement d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 1 an, renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats successifs ne peut excéder un total de six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée.
- Que la rémunération de l'agent sera calculée au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des agents sociaux territoriaux et assortie du régime indemnitaire dans les conditions prévues par délibération du 29 juin 2017 ;
- Que Monsieur le Président est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement ;
- Que le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**DIT :**

- Que les crédits correspondants seront prévus au budget.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DECEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.